

## L'??? grec ou le retour du peuple en Europe

**Author :** Alexis Feertchak

**Categories :** [Politique](#)

**Date :** 6 juillet 2015

En avril 2012, Georges Moustaki éruçait dans le *Huffington Post* : « J'espère que la Grèce va foutre le bordel. Ma sympathie va à cette attitude de contestation parce que ce n'est pas le peuple qui a créé la crise. Or, on lui fait en porter le poids. Finalement, c'est lui qui a le sens civique le plus développé, pas ceux qui veulent se conformer aux directives bruxelloises. Que le gouvernement grec ouvre grand ses yeux et ses oreilles ».

De façon posthume, le pâtre grec, qui s'est éteint l'année suivante, a été écouté : le Premier ministre Alexis Tsipras, dans un geste tout gaullien, a décidé de laisser le dernier mot au peuple et de remettre ainsi son mandat en jeu. Pari gagné largement, malgré les pressions européennes et médiatiques pour empêcher la victoire du « non », mais à quel prix ?

### **Le masque des institutions européennes tombe lourdement**

L' « ??? » grec de ce 5 juillet, lointain écho des « non » français et hollandais de 2005, force aujourd'hui l'Union européenne - et spécialement sa composante qu'est l'Union économique et monétaire de la zone euro - à révéler le rapport politique sous lequel elle entend placer les peuples et les nations d'Europe. Et une fois le masque tombé, le visage de l'Union n'est pas beau à voir. C'est le grand mérite d'Alexis Tsipras et de son ministre Yanis Varoufakis d'avoir forcé l'Eurogroupe - l'embryon de gouvernement de la Zone Euro - à dévoiler son fonctionnement au grand jour, loin des réunions informelles et feutrées auxquelles ce club ministériel était habitué. Cette révélation du vrai visage des institutions européennes est sans conteste l'une des premières leçons à retenir du référendum grec.

Le référendum, que le gouvernement Papandréou n'avait pas eu le courage de mener jusqu'à son terme en 2011, rappelle aussi aux zélotes de la Troïka européenne que la souveraineté appartient aux peuples, qu'elle ne saurait devenir « limitée » comme aux temps soviétiques de Léonid Brejnev. A ce titre, il faut bien mesurer que les Grecs ont donné l'estocade à Jean-Claude Juncker, qui avait déclaré sans sourciller qu' « il ne pouvait y avoir de choix démocratique contre les traités ». L'ancien Premier ministre luxembourgeois, aujourd'hui président de la Commission européenne, découvre ce 5 juillet 2015 que certains pays ne sont pas seulement peuplés de banquiers. Les Grecs, eux, ont consacré le fait que ce sont les peuples qui ont le dernier mot, et non les traités européens, qui valent tant que les peuples leur accordent leur onction.

Le 3 août 1968, à Bratislava, lors d'une réunion du Pacte de Varsovie, le premier secrétaire du

Parti communiste de l'Union soviétique introduisait par les mots qui suivent la « doctrine Brejnev » de la souveraineté limitée : « Chaque parti communiste est libre d'appliquer les principes du marxisme-léninisme et du socialisme dans son pays, mais il n'est pas libre de s'écarter de ces principes s'il entend rester un parti communiste. [...] L'affaiblissement d'un maillon quelconque du système socialiste mondial affecte directement tous les pays socialistes, et ils ne sauraient y rester indifférents ». Il fallut attendre 1988 pour que Mikhaïl Gorbatchev déclare que « la liberté de choix est un principe universel ».

Certes, les chars n'ont pas été envoyés à Athènes pour faire respecter la règle d'or budgétaire comme à Varsovie en 1968. Mais ces quelques lignes de Brejnev, si l'on se place, non à l'échelle du contenu idéologique, mais à celle de la structure de l'organisation décrite, sont du Jean-Claude Juncker dans le texte, lequel pourrait très bien déclarer: « Chaque Etat membre est libre d'appliquer les principes du droit de l'Union européenne dans son pays, mais il n'est pas libre de s'écarter de ces principes s'il entend rester un Etat membre. [...] L'affaiblissement d'un maillon quelconque du système européen affecte directement tous les pays européens, et ils ne sauraient y rester indifférents ». On voit bien les dérives possibles d'un tel discours dès lors que les principes européens s'appliquent *erga omnes* sans que les peuples souverains ne puissent rien y redire.

[Lire la suite de la tribune sur le site du Figaro](#)

-